

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

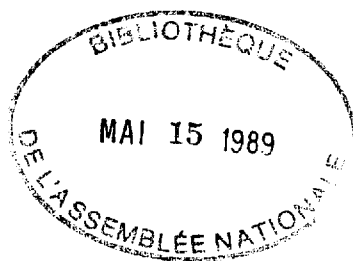
Projet de loi 142

## **Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Gil Rémillard  
Ministre de la Justice**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1989**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi apporte diverses modifications à la Loi sur la protection de la jeunesse.*

*Il modifie en premier lieu les règles qui s'appliquent au témoignage de l'enfant dans les instances judiciaires en protection de la jeunesse.*

*À cet effet, il reconnaît à l'enfant, dans la mesure qui y est prévue, la capacité de rendre témoignage dans ces instances et ne soumet plus ce témoignage à l'exigence de la corroboration. Par ailleurs, il permet au tribunal, à certaines conditions, de dispenser un enfant de rendre témoignage. De plus, le projet de loi vise à rendre admissibles, à titre de témoignages, certaines déclarations extrajudiciaires de l'enfant qui n'est pas apte à témoigner ou qui en est dispensé par le tribunal mais précise que le tribunal ne peut fonder sa décision sur la foi de ces déclarations que si elles sont corroborées par d'autres éléments de preuve. Par ailleurs, le projet de loi confère au tribunal, à certaines conditions, le pouvoir d'entendre un enfant hors la présence des autres parties.*

*Ce projet de loi apporte en second lieu diverses modifications relatives au Comité de la protection de la jeunesse, notamment pour remplacer l'appellation sous laquelle il est désigné.*

*Enfin, le projet de loi apporte à cette loi certaines autres modifications, notamment pour permettre la tenue de conférences préparatoires à l'instruction dans les instances judiciaires en protection de la jeunesse.*

## LOI MODIFIÉE PAR CE PROJET:

- Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)

## Projet de loi 142

### Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 1 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1), modifié par l'article 118 du chapitre 21 des lois de 1988, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) « Commission »: la Commission de protection des droits de la jeunesse constituée par la présente loi; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe *f*, du suivant:

«*g*) « tribunal »: la Cour du Québec établie par la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16); ».

**2.** L'article 12 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **12.** Un organisme est constitué sous le nom de « Commission de protection des droits de la jeunesse ». ».

**3.** L'article 23.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **23.1** À l'exception de la décision de tenir une enquête, la responsabilité prévue par le paragraphe *b* de l'article 23 doit être exercée par un groupe d'au moins trois membres de la Commission désignés par celle-ci et comprenant le président; ce dernier peut désigner le vice-président pour le remplacer.

La décision de tenir une enquête est prise par le président ou par un membre qu'il désigne.

La Commission peut réviser toute décision prise en vertu des alinéas précédents. ».

**4.** La version anglaise de l'article 38.1 de cette loi est modifiée par le remplacement, dans la première ligne, du mot « is » par les mots « may be ».

**5.** L'article 76 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, du nombre « trente » par le nombre « soixante ».

**6.** L'article 84 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« L'avocat de toute autre personne exclue peut également demeurer à l'audience pour l'y représenter. ».

**7.** L'article 85 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, de ce qui suit: « et 280 à 331 » par ce qui suit: « , 279 à 300 et 302 à 331 ».

**8.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 85, des suivants:

« **85.1** L'enfant âgé de 14 ans ou plus est apte à déposer sous serment ou sous affirmation solennelle sauf si, en raison de sa condition physique ou mentale, il n'est pas en état de rapporter des faits dont il a eu connaissance. Il en est de même de l'enfant âgé de moins de 14 ans qui, de l'avis du tribunal, comprend la nature du serment ou de l'affirmation solennelle.

« **85.2** L'enfant âgé de moins de 14 ans qui, de l'avis du tribunal, ne comprend pas la nature du serment ou de l'affirmation solennelle peut être admis à rendre témoignage sans cette formalité, si le tribunal est d'opinion qu'il est capable de rapporter les faits dont il a eu connaissance et qu'il comprend le devoir de dire la vérité.

« **85.3** L'enfant apte à témoigner peut être contraint à le faire.

Toutefois, le tribunal peut, à titre exceptionnel, dispenser un enfant de témoigner s'il considère que le fait de rendre témoignage pourrait porter préjudice au développement mental ou affectif de cet enfant.

« **85.4** Le tribunal peut, à titre exceptionnel et s'il considère que les circonstances le justifient, entendre l'enfant hors la présence de toute personne partie à l'instance, après avoir avisé celle-ci.

Toutefois, l'avocat de toute personne exclue peut demeurer présent lors du témoignage pour y représenter cette personne.

Toute personne en l'absence de qui ce témoignage est rendu peut en prendre connaissance. Le tribunal peut cependant rendre toute ordonnance qui lui apparaît nécessaire afin que soit respecté le caractère confidentiel des informations dont cette personne peut prendre connaissance.

« **85.5** Lorsque l'enfant est inapte à témoigner ou en est dispensé par le tribunal, sa déclaration antérieure à l'instance est recevable pour faire preuve de l'existence des faits qui y sont allégués.

Toutefois, le tribunal ne peut décider que la sécurité ou le développement de l'enfant est compromis, sur la foi de cette déclaration, que s'il considère qu'elle est corroborée par d'autres éléments de preuve qui en confirment la fiabilité.

« **85.6** La déclaration visée à l'article 85.5 et qui a été enregistrée sur ruban magnétique ou par une autre technique d'enregistrement à laquelle on peut se fier, peut être prouvée par ce moyen, à la condition qu'une preuve distincte en établisse l'authenticité.

Si elle n'est pas enregistrée, elle ne peut être prouvée que par la déposition de ceux qui en ont eu personnellement connaissance. ».

**9.** L'article 96.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de ce qui suit : « de l'article 96 » par ce qui suit : « du deuxième alinéa de l'article 85.4 ou de l'article 96 ».

**10.** L'article 134 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe *b*, après le mot « vertu », de ce qui suit : « du paragraphe *b* de l'article 23 ou ».

**11.** À moins que le contexte ne s'y oppose, cette loi, modifiée par l'article 119 du chapitre 21 des lois de 1988, est de nouveau modifiée par le remplacement, compte tenu des adaptations nécessaires, des mots « Cour du Québec » par le mot « tribunal », partout où ils se trouvent.

**12.** À moins que le contexte ne s'y oppose et compte tenu des adaptations nécessaires, dans toutes les lois ainsi que dans leurs textes d'application et dans les contrats ou documents, l'expression « Comité de la protection de la jeunesse » est remplacée par l'expression « Commission de protection des droits de la jeunesse » et l'expression « Comité », lorsqu'elle désigne le Comité de la protection de la jeunesse, est remplacée par l'expression « Commission ».

**13.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1989.